

Macron au Rwanda : «Je viens reconnaître nos responsabilités» dans le génocide de 1994

Le chef de l'État estime que la France n'a pas été complice du génocide au Rwanda mais a fait «trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité».

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 1 heure

Emmanuel Macron est venu «*reconnaître (les) responsabilités*» de la France dans le génocide de 1994 au Rwanda, dans un discours prononcé jeudi 27 mai au mémorial du génocide, à Kigali.

La France «*n'a pas été complice*» mais elle a fait «*trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité*», a-t-il déclaré dans ce discours très attendu, tenu à l'occasion d'une visite officielle au Rwanda présentée comme l'«*étape finale de normalisation des relations*» entre les deux pays, après plus de 25 ans de tensions liées au rôle joué par la France dans cette tragédie.

Ce discours très attendu a été tenu à l'occasion d'une visite officielle au Rwanda présentée comme l'«*étape finale de normalisation des relations*» entre les deux pays, après plus de 25 ans de tensions liées au rôle joué par la France dans cette tragédie, qui a fait au moins 800.000 morts, essentiellement Tutsi, entre avril et juillet 1994. «*En me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître nos responsabilités*», a déclaré Emmanuel Macron dans cette allocution empreinte de solennité, prononcée après une visite du musée du mémorial. «*Reconnaître ce passé, c'est aussi et surtout poursuivre l'œuvre de justice. En nous engageant à ce qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper au travail des juges*», a-t-il ajouté.

La France «n'a pas été complice»

Le président français a toutefois estimé que la France «*n'a pas été complice*». «*Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n'avaient pas le visage de la France*», a-t-il déclaré: «*Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes ni les mains de ses soldats qui ont eux aussi vu de leurs yeux l'innommable, pansé des*

blessures, et étouffé leurs larmes.» Mais «au lendemain, alors que des responsables français avaient eu la lucidité et le courage de le qualifier de génocide, la France n'a pas su en tirer les conséquences appropriées», a-t-il poursuivi.

La France «a un devoir: celui de regarder l'histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité», a-t-il estimé. «En voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire, alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter», a-t-il poursuivi.

La question du rôle de la France avant, pendant et après le génocide des Tutsis du Rwanda a été un sujet brûlant pendant des années, conduisant même à une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009. Un rapport d'historiens publié en mars et dirigé par Vincent Duclert a conclu à des *«responsabilités lourdes et accablantes»* de la France et à l'*«aveuglement»* du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.

Le président rwandais Paul Kagame avait alors salué un *«important pas en avant vers une compréhension commune de ce qu'il s'est passé»*.